

Economie Comportementale et Décision

Responsable : Marc Willinger
Contact : marc.willinger@lameta.univ-montp1.fr

OBJECTIFS

Ce parcours a pour finalité de former des expérimentalistes/comportementalistes capables de gérer un projet expérimental depuis sa conception jusqu'à sa mise en oeuvre pratique, que ce soit en laboratoire ou sur le terrain. Les étudiants seront associés à des projets expérimentaux et seront invités à réaliser leurs propres projets. La formation est à la fois théorique et pratique.

L'objectif est de permettre à l'étudiant d'acquérir une autonomie en tant qu'expérimentaliste, grâce à l'acquisition des techniques et des outils de l'expérimentation, de leur mise en oeuvre concrète, à travers l'utilisation de logiciels spécifiques d'expérimentation et d'analyses des données.

La formation insistera également sur la présentation des acquis et des avancées les plus récentes dans les différents domaines de l'économie comportementale et expérimentale.

Ce parcours se donne une double finalité :

- > former des enquêteurs/expérimentateurs autonomes et professionnels, destinés à intégrer le monde professionnel, notamment en tant que personnel de soutien à la recherche (technicien ou ingénieur, spécialiste de la conduite d'expérience avec des sujets humains et des incitations réelles),
- > fournir les bases en économie comportementale et expérimentale aux étudiants qui souhaiteraient poursuivre leurs recherches au niveau doctoral.

PROGRAMME

Semestre 1 : Calcul économique public ; Théorie des jeux ; Théorie de la décision ; Incitations et préférences sociales ; Econométrie appliquée ; Econométrie des variables qualitatives et tests non paramétriques ; Choice experiment et analyse coût avantage ; Economie expérimentale ; Economie de l'information et du risque ; Psychologie économique ;

Semestre 2 : Economie publique et dilemmes sociaux ; Economie des ressources humaines ; Psychologie cognitive ; Psychologie sociale ; Cognition, émotion, bien être ; Economie du bonheur ; Neuro-économie ; Design expérimental ; Logiciels et statistiques de l'expérimentation ; Séminaire de recherche ; Formation à la présentation.

Stage en entreprise ou Mémoire de recherche.

MASTER 2 MENTION Economie et Management Public

Responsable : Guillaume Cheikbossian
Contact : guillaume.cheikbossian@univ-montp1.fr

L'objectif du Master Economie et Management Public est de former des économistes de la « chose » publique.

En amont, se trouve la question de la gouvernance, celle des objectifs à atteindre et des décisions publiques à prendre dans un environnement institutionnel – par exemple donné par la nature des règles de décisions collectives – et politico-économique – par exemple l'influence relative des groupes de pression.

Vient ensuite le temps du choix des instruments de l'action publique en tenant compte des problèmes informationnels et des comportements des agents (individus, entreprises, associations non lucratives, etc...).

Maîtriser et renforcer l'efficacité des politiques publiques suppose enfin de pouvoir faire un travail d'évaluation rigoureux et précis de ces politiques à chaque étape de la décision et de l'action publique mais aussi des comportements et décisions individuels et/ou de groupes d'individus.

Pour résumer, les trois parcours permettent de s'interroger sur l'ensemble de ces facteurs en privilégiant soit les connaissances théoriques des fondements des politiques (EPP), soit la connaissance des comportements des agents (ECD) soit les outils de mise en oeuvre et d'évaluation pour mesurer la performance des mesures (I3P).



Avenue Raymond Dugrand - 34 960 MONTPELLIER



Ingénierie des Projets et des Politiques Publiques

Responsable : Hélène Rey-Valette

Contact : helene.rey-valette@lameta.univ-montp1.fr

OBJECTIFS

Ce parcours est plutôt à vocation professionnelle, même si la poursuite en doctorat est possible.

Les études de cas et les applications sont privilégiées pour faciliter la mise en oeuvre des connaissances et l'acquisition de compétences opérationnelles.

Les étudiants peuvent d'acquérir l'ensemble des outils économiques de diagnostic, d'évaluation et de prévision nécessaires pour appréhender l'ensemble du cycle des projets privés et publics ainsi que des politiques publiques (diagnostic et situation de référence, maîtrise des dispositifs d'enquête, préparation et faisabilité, évaluation économiques et multicritère, élaboration et mise en place du suivi, évaluation des valeurs non marchandes, analyse coût avantage, dispositifs de gouvernance).

Les évaluations par les étudiants et les taux de placement des anciens sur le marché du travail attestent de la qualité de cette formation.

Les étudiants peuvent prétendre à des emplois qui relèvent de plusieurs branches, où leur vision intégrée projet/politiques publiques constitue un atout important :

> Bureau d'études, cabinets conseils, banques (directions des études économiques, financières, sectorielles),

> Collectivités territoriales, institutions spécialisées dans le domaine du développement régional et local,

PROGRAMME

- Econométrie des variables qualitatives et tests non paramétriques,
- Stata,
- R et statistiques multivariées,
- Calcul économique public ou économie expérimentale (au choix),
- Méthodes de prévision,
- Psychologie économique appliquée à l'environnement,
- Choice experiment et Analyse Coût Avantage,
- Méthodes de concertation, Ingénierie territoriale,
- Analyse financière des projets,
- Méthodes d'évaluation de la valeur utilité totale marchande,
- Méthodes d'évaluation de la valeur d'utilité non marchande,
- Méthodes d'évaluation de la valeur d'Utilité sociale,
- Méthodes d'évaluation de la valeur d'activité,
- Méthodes d'évaluation des politiques publiques,
- Evaluation du développement durable,
- Evaluation des politiques de santé,
- Evaluation du capital humain

> Organisations de l'économie sociale et solidaire,

> Bailleurs de fonds, organisations internationales et ONG spécialisées dans le développement durable dans les Pays en développement

Economie et Politique Publiques

Responsable : Guillaume Cheikbossian

Contact : guillaume.cheikbossian@univ-montp1.fr

OBJECTIFS

Ce parcours a vocation à former des économistes disposant des connaissances théoriques nécessaires pour appréhender les tenants et aboutissants de l'action publique ainsi que son impact sur les acteurs publics et privés.

L'économiste de l'action publique doit aussi maîtriser les techniques quantitatives et méthodes d'évaluation d'une politique publique dans différents domaines (santé, fiscalité, redistribution, développement).

Pour ce faire, la formation est organisée autour d'un ensemble de cours fondamentaux communs à d'autres parcours (de la mention EMP ou d'autres mentions) ainsi qu'autour de cours d'économie publique spécifiques au parcours.

A la fin des enseignements, les étudiants pourront choisir de faire un stage en entreprise dans le cadre d'une orientation professionnelle directement après le Master, ou de rédiger un mémoire de recherche dans la perspective de continuer les études en doctorat.

Ce parcours a une double finalité : il doit permettre d'intégrer le milieu professionnel directement après le M2 ou de poursuivre les études (doctorat) afin d'exercer un métier en enseignement, recherche et développement.

PROGRAMME

Semestre 1 : Calcul économique public ; Théorie des jeux ; Théorie de la décision ; Incitations et contrats ; Econométrie appliquée ; Econométrie des variables qualitatives et tests non paramétriques ; Choice experiment et analyse coût avantage ; Economie expérimentale.

Semestre 2 : Economie de la justice et de l'équité ; Anglais de l'économie politique (Political Economy) ; Economie publique, dilemmes sociaux et fiscalité ; Politique économique et développement ; Economie et politiques de santé ; Gouvernance des organisations publiques.

Stage en entreprise ou Mémoire de recherche.

Pour ceux qui désireront rentrer sur le marché du travail à l'issue du Master, ils pourront prétendre à des postes de chargés d'études et de mission ou d'experts (consultants) pour la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de politiques publiques dans des administrations publiques territoriales, nationales, voire internationales.